

**L'Amérique Latine depuis 1945 :
Un espace longtemps dominé à la recherche d'une nouvelle voie.**

Introduction :

L'espace de l'Amérique latine est un espace qui se définit avant tout par des caractères historiques et humains

Doc. 1 p 40 :

Il inclut les Etats d'Amérique centrale, les îles des Caraïbes, et le sous-continent sud-américain.

Son unité est avant tout culturelle. En effet, le qualificatif **Latine** rappelle l'unité linguistique de cet espace où l'on parle principalement l'Espagnol ou le Portugais comme au Brésil.

La domination européenne a progressivement pris fin entre 1811-1830.

Les nouveaux états indépendants sont alors dirigés par une « **aristocratie créole** » constituée de propriétaires de grands domaines agricoles.

Durant les XIX et XX^{ème} siècles, les nouveaux états indépendants développent des économies essentiellement rurales et agro-alimentaires (produits d'exportation comme le café, le sucre, les fruits exotiques ou la viande de bœuf...). L'exploitation minière et forestière est aussi une des bases de l'activité économique comme au Chili ou au Brésil (comme l'hévéa qui produit le caoutchouc).

- **les classes supérieures** : les grands propriétaires et la bourgeoisie d'affaires possédant l'immense majorité des richesses nationales,
- **Une classe moyenne urbaine**, fonctionnaires et professions intermédiaires,
- **Une classe populaire ouvrière et urbaine.**
- **Une classe de paysans pauvres (parfois sans terre).**

D'un point de vue sociologique, dans les pays Andins ou dans les pays fortement métissés allant du Mexique au Brésil, les Indiens et les populations noires et métisses constituent les groupes sociaux les plus défavorisés. Les gouvernements se préoccupent peu de ces inégalités jusque dans les années 1940.

D'un point de vue international, l'Amérique Latine apparaît de 1820 à 1945, comme « la chasse gardée des Etats-Unis », conception politique née d'un discours de président Monroe au Congrès en 1823. Dans ce texte le Président américain affirme apporter aux nouveaux états d'Amérique Latine son soutien et sa protection « contre une volonté européenne colonisatrice ». Cette protection est la base de nombreux accords de sécurité mais aussi d'interventions militaires qui conduisent à une hégémonie états-unienne (Impérialisme).

Problématique :

Après toutes ses années de dominations européenne et nord-américaine, il paraît important de réfléchir à la place qu'occupe l'Amérique Latine dans les relations internationales et les nouvelles voies politiques qui s'ouvrent depuis la fin de la guerre froide.

I. Protection ou domination, les EU et l'Amérique Latine.

1. De 1945 à 1959, le temps de la domination et des compromis :

carte 1 p 40, doc. 2 p 40 , doc 3p 40, doc. 4 p 40

questions	Éléments de réponse :	Figuré croquis.
1. Relevez les éléments qui montrent la domination des Etats-Unis.	<ul style="list-style-type: none"> • 11 interventions militaires • 33% des investissements économiques américains mondiaux, • Grandes firmes américaines ex : <i>United Fruit</i> 	
2. Relevez les éléments montrant l'organisation politique interne et internationale des Etats sud-américains.	<ul style="list-style-type: none"> • Traité de Rio (traité interaméricain d'assistance réciproque: règlement pacifique des conflits et défense commune). • OEA, • anticommunisme, • renversement des régimes « procommunistes » (Guzman au Guatemala) • mise en place de dictatures pro-américaines (républiques bananières) 	

Durant les années 1945-1959, les EU dominent l'Amérique Latine économiquement, diplomatiquement et militairement. Les entreprises américaines ont massivement investi sur le sous-continent et possèdent de nombreuses entreprises industrielles ou de vastes domaines agricoles comme l'entreprise *United Fruit* au Guatemala. La volonté de réforme de gouvernement comme celui du Président Guzman conduisent à des renversements et la mise en place de dictatures pro-américaines, parfois qualifiées de « République Bananière ». Les EU utilisent également les accords internationaux (traité de Rio ou OEA) pour mettre en place une politique anti-communiste afin d'éviter la prise de pouvoir par des régimes favorables à l'URSS. La politique américaine est alors souvent qualifiée d'Impérialisme ou de Néocolonialisme par les mouvements d'opposants. Seuls quelques rares gouvernements comme celui du Président Cardenas au Mexique résistent à la domination états-unienne.

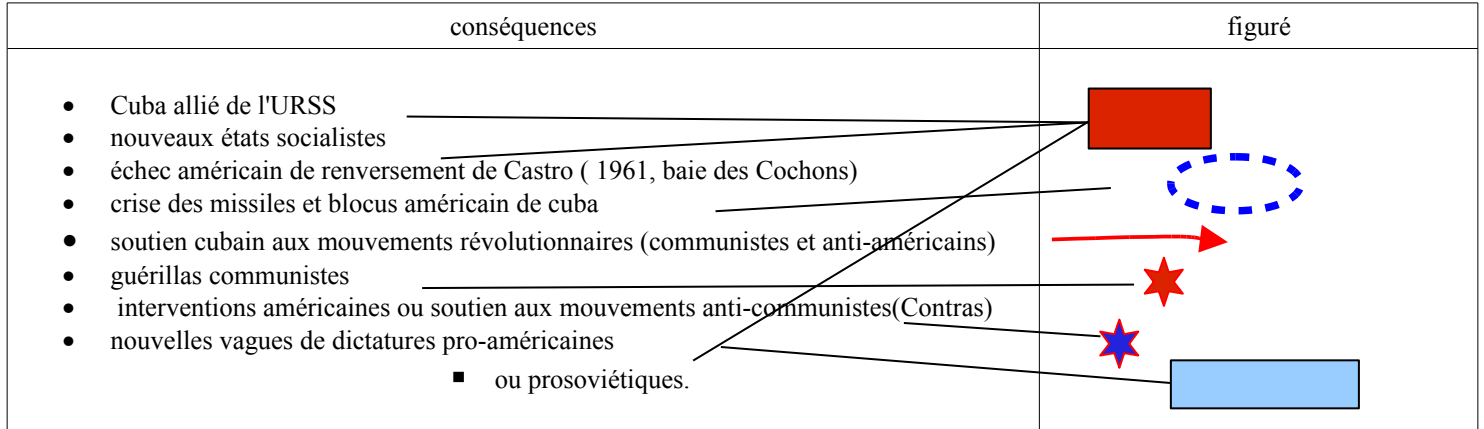
2. Le temps des guerres, des dictatures et de l'impérialisme américain.

Doc.5 p 41 : la prise de pouvoir de Fidel Castro à Cuba.

1959 constitue un tournant dans l'histoire des relations internationales de l'Amérique Latine, la prise de pouvoir imprévisible pour les EU, de Fidel Castro à Cuba modifie la donne internationale. En effet, Cuba devient un allié de l'URSS, sa position géographique en fait une menace directe pour les EU. Pour le président Kennedy partisan d'une opposition totale à l'URSS, la situation est intolérable (texte 6 p 41); En revanche, Fidel Castro incarne pour de nombreux peuples et mouvement sud-américains un espoir et un modèle à suivre.

Les conséquences de la prise du pouvoir de Fidel Castro.

Carte 9 p 42



Les années 1960-1990 sont marquées par les oppositions entre pays ou mouvements pro-américains et ceux soutenus par Moscou. C'est un temps de violence et de dictatures. Les régimes jugés trop favorables à Moscou font l'objet de coups d'état soutenus ou organisés par Washington.

L'exemple du Chili est emblématique :

Le 3 novembre 1970, Salvador Allende, chef du parti socialiste chilien devient président de la République (victoire électorale de septembre 1970, où il arrive premier avec 36,3% des suffrages). Son programme de gouvernement prévoit une réforme économique qui doit aboutir à la nationalisation des ressources minières (cuivre) détenues par des entreprises à capitaux états-unis. (Doc 10 p 42).

Le 11 Septembre 1973, un coup d'état militaire organisé avec le soutien de la CIA aboutit à la prise du pouvoir par le Général Pinochet, salué par les EU comme un acte bénéfique (photo 12 p43). La dictature de Pinochet comme celles des pays voisins (doc 11 p 4 3) conduit à une répression des hommes politiques membres de partis de gauches ou des syndicalistes.

De 1970 à 1983 :

L'opération condor associe les services secrets sud-américains et la CIA, son objectif est la traque et l'arrestation de milliers de « terroristes gauchistes ». Plusieurs centaines d'assassinats sont commis mais par ailleurs plusieurs milliers d'opposants « disparaissent » en particulier au Chili, en Uruguay et en Argentine.

II. La fin de l'ingérence états-unienne. ? (p44 à45)

1. Le temps de la démocratie.

P 44 carte 1 :

La démocratie se réinstalle progressivement en Amérique Latine. La transition s'opère peu à peu entre 1980 et 2005. C'est la fin progressive de la guerre froide qui permet ce retour à la démocratie. En effet, les EU n'ont plus d'intérêt à soutenir des dictatures trop violentes et laissent les peuples choisir leurs gouvernements. Le changement est d'autant plus perceptible que depuis 2000, une dizaine d'états a désigné des gouvernements de « gauche ».

Le retour à la démocratie s'accompagne dans les états d'un travail de mémoire concernant les « années de plomb »

Doc 19 p 45 :

En Argentine, la disparition de près de 9 000 à 30 000 personnes durant la dictature des Généraux (1976-1983) a conduit à l'émergence d'un mouvement populaire pour obtenir la vérité sur les disparitions et la restitution des corps. Le mouvement le plus célèbre est celui des « mères de la place de mai ». Durant la dictature, une dizaine de femmes s'associe pour retrouver la « trace » de leurs enfants disparus. 3 des fondatrices ont elles-mêmes disparu par la suite.

Une fois par semaine, chaque jeudi à partir du 3 à avril 1977, elles ont manifesté sur cette place devant le palais présidentiel pour réclamer au président général Videla et à ses successeurs la libération de leurs enfants puis leur corps.



La plupart des mères ont aujourd'hui plus de 75 ans. Elles continuent leur mouvement mais lui donne aussi un caractère politique, elles défilent contre la politique de G. Bush, contre la prostitution infantile...

En 2005, elles ont forcé les portes du palais présidentiel pour rencontrer le président Kirchner, car elle lui reproche son double-jeu,

soutien apparent mais mollesse dans la poursuite des militaires criminels.

La photo 19 p45 montre un mur de photos de disparus placé devant l'école navale de Buenos Aires, haut lieu de la torture et de la mise à mort des opposants à la dictature.

Ce travail de mémoire est mené dans de nombreux pays. Il s'accompagne également de mouvements de réconciliation nationale car de nombreux pays ont connu des guerres civiles.

La stabilité de ces nouvelles démocraties n'est pas toujours assurée. Les tensions peuvent être vives à l'intérieur des états (Colombie, Bolivie) et donner lieu à des crises politiques :

- guérilla FARC en Colombie,
- mouvement de sécession dans les états de l'est de la Bolivie (états les moins indiens et les plus créoles)
- crise politique comme au Honduras où le président Manuel Zelaya vient d'être destitué par un coup d'état militaire qui lui reprochait de vouloir se maintenir au pouvoir malgré la Constitution qui lui interdisait d'être candidat aux élections présidentielles.

2. Un front anti-américain :

Le maintien au pouvoir du régime de Fidel Castro malgré les multiples pressions américaines a fourni un modèle de résistance à l'hégémonie américaine.

De nouveaux états s'inspirent de cette résistance du petit contre le grand pour développer une nouvelle ligne politique anti-américaine.

Pourquoi cette ligne ?

- Elle correspond à un sentiment profond des peuples de l'A.L. pour qui la domination américaine est l'une des explications au « mal développement » et au maintien d'une forte misère.
- Elle répond à un courant politique d'émancipation qui conduit les chefs d'états à trouver une alternative économique à leur dépendance vis-à-vis des EU :
 - nouveaux partenaires économiques en particulier la Chine et l'UE capables d'absorber une grande partie des exportations latino-américaines,
 - nouveaux accords internationaux afin de créer de nouveaux marchés communs sans lien avec les EU :
 - le Mercosur, la communauté andine et plus récemment la création par douze états de **L'UNASUR** sont 3 alliances commerciales sud-américaines exemplaires à ce titre.



- La personnalité de plusieurs chefs d'états :
 - Hugo Chavez se présente comme le principal opposant aux EU et en particulier à G. Bush. Il utilise l'argent fourni par l'exploitation pétrolière pour mener sa politique (proposition de prix privilégié aux états amis). Il souhaite créer un front anti-américain rassemblant Cuba, le Brésil du Président Lula da Silva (un syndicaliste de gauche) et la Bolivie d'Evo Morales;

Ce front anti-américain est moins un mouvement de fond qu'un moyen d'obliger les EU à changer d'attitude afin qu'ils prennent en compte les aspirations des peuples et des gouvernements sud-américains.

Conclusion : Vers une nouvelle politique états-unienne ?

Lors du sommet des Amériques d'avril 2009 tenu à Trinidad-et-Tobago, Barack Obama a proposé aux états d'Amérique Latine une nouvelle politique basée sur des relations « **d'égal à égal** ».

Cette expression semble témoigner de la prise de conscience par le chef de l'état le plus puissant du monde qu'il est indispensable que les EU changent de méthodes et montrent à ses voisins qu'ils sont capables de les écouter et de donner une nouvelle orientation à leurs relations afin de conserver une alliance qui a toujours été un point d'appui pour eux ; mais les EU doivent convaincre et prendre plusieurs mesures significatives :

- règlement du problème cubain (embargo, Guantanamo)
- égalité dans les relations économiques...

Cette nouvelle conception des relations internationales dans l'espace américain semble également le signe d'une modification de l'espace politique mondiale, celui d'un monde plus ouvert et multipolaire.